



PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DU-MONT-CARMEL
COMTÉ DE LAVIOLETTE-SAINT-MAURICE

RÈGLEMENT NUMÉRO 801
RÈGLEMENT DE TAXATION APPLICABLE POUR LE BUDGET 2021

Considérant que les prévisions budgétaires de l'exercice financier 2021 sont déposées.

Considérant l'imposition de taxes foncières, générales, spéciales, de services et autres tarifs.

Considérant qu'afin de réaliser les sommes nécessaires aux dépenses d'administration, pourvoir aux améliorations et faire face aux obligations de la Municipalité, il est nécessaire d'imposer des taxes.

Considérant qu'un avis de motion a été préalablement donné par monsieur le conseiller Jean-Guy Mongrain à la séance ordinaire du conseil municipal du 7 décembre 2020 et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance.

Considérant que tous les membres du conseil municipal ont reçu, au moins 72 heures avant la présente séance, le règlement ci-dessous identifié et que ceux qui sont présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture.

Considérant que le projet de règlement n'a pas été modifié entre le projet déposé le 7 décembre 2020 et le projet de règlement soumis pour adoption.

En conséquence, il est proposé par monsieur le conseiller Clément Pratte, appuyé par monsieur le conseiller Jean-Guy Mongrain et résolu que le règlement numéro 801, règlement de taxation applicable pour le budget 2021 soit adopté sans changement par rapport au projet de règlement déposé.

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Que les prévisions budgétaires pour l'exercice 2021 soient adoptées telles que lues et présentées par le secrétaire de l'assemblée, le tout faisant partie intégrante du présent règlement comme si au long réité.

ARTICLE 2 TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE

Qu'une taxe foncière générale de soixante et onze virgule cinquante-quatre centièmes de sous du cent dollars d'évaluation (71,54 ¢/100 \$) soit imposée et prélevée pour l'année financière 2021 sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y a lieu et tout ce qu'incorpore au fonds et défini par la Loi comme bien-fonds ou immeuble.



ARTICLE 3 TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE (S.Q.)

Qu'une taxe foncière spéciale de treize virgule trente centièmes de sous du cent dollars d'évaluation (13,30 ¢/100 \$) soit imposée et prélevée pour l'année 2021 sur tout terrain, lot ou partie de lot avec toutes les constructions y érigées, s'il y a lieu et tout ce qu'incorpore au fonds et défini par la Loi comme bien-fonds ou immeuble, afin de pourvoir au montant à payer pour les services de la police pour 2021.

ARTICLE 4 TAXE D'ORDURES ANNUELLE

Qu'une taxe à tarif fixe de cent cinquante-quatre dollars (154,00 \$) par logement permanent soit imposée et prélevée pour l'enlèvement, le transport et l'élimination des déchets solides pour l'année 2021.

ARTICLE 5 TAXE D'ORDURES SAISONNIÈRE

Qu'une taxe à tarif fixe de soixante-dix-sept dollars (77,00 \$) par logement saisonnier soit imposée et prélevée pour l'enlèvement, le transport et l'élimination des déchets solides pour l'année 2021.

ARTICLE 6 TAXE DE RÉCUPÉRATION ANNUELLE

Qu'une taxe à tarif fixe de cinquante-quatre dollars (54,00 \$) par logement permanent soit imposée et prélevée pour l'enlèvement, le transport et le traitement des matières recyclables pour l'année 2021.

ARTICLE 7 TAXE DE RÉCUPÉRATION SAISONNIÈRE

Qu'une taxe à tarif fixe de vingt-sept dollars (27,00 \$) par logement saisonnier soit imposée et prélevée pour l'enlèvement, le transport et le traitement des matières recyclables pour l'année 2021.

ARTICLE 8 TAXE D'AQUEDUC ANNUELLE

Qu'une taxe à tarif fixe de deux cent soixante-trois dollars (263,00 \$) par logement permanent pour chaque entrée d'eau soit imposée et prélevée pour l'année 2021.

Qu'une taxe à tarif fixe de quatre cent dix dollars et cinquante centièmes de sous (410,50 \$) pour tous les hôtels, motels soit imposée et prélevée pour l'année 2021.

ARTICLE 9 TAXE D'AQUEDUC SAISONNIÈRE

Qu'une taxe à tarif fixe de cent trente et un dollars et cinquante centièmes de sous (131,50 \$) par logement saisonnier pour chaque entrée d'eau soit imposée et prélevée pour l'année 2021.

On entend par logement saisonnier, une résidence secondaire dont l'entrée d'eau est ouverte pour une période maximale de six (6) mois.



ARTICLE 10 TARIFICATION D'EAU AVEC COMPTEUR

Le montant du tarif est déterminé selon un volume d'eau tel que ci-après décrit en plus du montant de location du compteur d'eau.

Le compteur d'eau relatif à tout immeuble sera tarifié annuellement au propriétaire sur le compte de taxes, le tout conformément à la tarification spécifique prévue au présent article.

Pour chaque mètre cube d'eau :

- | | | |
|-----------------------------------|---------------------|--------------------------|
| - de 1 à 2 200 m ³ | au taux unitaire de | 1,04 \$ / m ³ |
| - de 2 201 à 6 800 m ³ | au taux unitaire de | 1,25 \$ / m ³ |
| - de 6 801 m ³ et plus | au taux de | 1,56 \$ / m ³ |

En plus du taux ci-dessus décrit, il sera prélevé et imposé une charge annuelle pour couvrir les frais d'installation, d'entretien et de gestion des compteurs d'eau appartenant à la municipalité. Cette charge annuelle est établie de la façon suivante :

- | | |
|----------------------------------|-----------|
| - compteur d'eau jusqu'à 2" : | 150,00 \$ |
| - compteur d'eau de plus de 2" : | 300,00 \$ |

La Municipalité pourra à son entière discrétion, installer un compteur d'eau et fournir l'eau par le biais de ce compteur à tout établissement commercial ou autre type et cet établissement sera alors tarifié selon le présent règlement et plus particulièrement selon les taux établis au présent article.

Tout immeuble industriel doit et sera desservi par un compteur d'eau et tarifié selon le présent règlement et plus particulièrement selon les taux établis au présent article.

ARTICLE 11 TARIFICATION POUR LA VIDANGE DES INSTALLATIONS SEPTIQUES

Pour assurer la quote-part de la municipalité à l'égard de la compétence de la M.R.C. en matière de gestion des boues, la municipalité assujettie au paiement d'une tarification, tout propriétaire d'un bâtiment dont les installations septiques et d'égout ne sont pas reliées directement à un réseau d'égout municipal ou privé autorisé par le ministère de l'Environnement.

Cette tarification, sous forme de compensation, est établie en fonction du volume des boues vidangées selon le taux suivant :

Si le volume des boues vidangées est égal ou inférieur à 880 gallons, le tarif est de :

- | | |
|--|--------------------|
| - pour les résidences permanentes : | 97,50 \$ par année |
| - pour les résidences saisonnières : | 48,75 \$ par année |
| - pour toute construction occupée
par une institution, un commerce
ou une industrie (I.C.I.) | 97,50 \$ par année |

Si le volume des boues vidangées excède 880 gallons, le tarif supplémentaire chargé correspond au prix suivant :



MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DU-MONT-CARMEL

- pour les résidences permanentes :
 - pour les résidences saisonnières :
 - pour toute construction occupée par une institution, un commerce ou une industrie (I.C.I.)
- } 0,20 \$ / gallon
excédentaire par fosse

De plus, des frais peuvent s'appliquer dans les cas suivants :

- Seconde visite, urgence et déplacement inutile : 100,00 \$ par événement
- Modification de rendez-vous : 50,00 \$ par événement

Les revenus provenant de cette tarification seront utilisés par la municipalité locale pour payer sa contribution à la M.R.C. qui elle, s'en servira pour payer sa contribution à la Régie.

ARTICLE 12 TARIFICATION RACCORDEMENT D'AQUEDUC ET BOÎTE DE SERVICE

Que le coût payable à l'avance pour une demande de raccordement au système d'aqueduc ou d'installation d'une boîte de service à une entrée d'eau déjà existante soit établi comme suit :

Raccordement avec boîte de service			Boîte de service		
19 mm	3/4"	1 200,00 \$	19 mm	3/4"	425,00 \$
25 mm	1"	1 400,00 \$	25 mm	1"	500,00 \$
38 mm	1 1/2"	2 200,00 \$	38 mm	1 1/2"	700,00 \$
50 mm	2"	2 600,00 \$	50 mm	2"	900,00 \$
Plus de 50 mm		prix coûtant	Plus de 50 mm		prix coûtant

- Les coûts sont basés sur des travaux standards.
- Un représentant des travaux publics devra se rendre sur les lieux afin d'évaluer et d'approuver la demande.
- Tous les frais supplémentaires occasionnés par des procédures de travail différentes telles que la signalisation, la nature du terrain, les ajouts de bordures, l'aménagement ou autres, seront aux frais du demandeur.
- Toute demande pour des travaux à effectuer entre le 1^{er} novembre et le 1^{er} mai de chaque année engendrera un coût supplémentaire de 1 500,00 \$ et devra être jugée réalisable par le directeur des travaux publics ou son représentant.

ARTICLE 13 TARIFICATION OUVERTURE ET/OU FERMETURE DE VALVE D'EAU

Que le coût pour ouvrir ou fermer une valve de service soit établi comme suit :



MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DU-MONT-CARMEL

- A- Pour une intervention de la municipalité dans le cadre de travaux à la plomberie d'un immeuble privé le coût sur les heures ouvrables sera de :
- 20,00 \$ pour ouvrir;
 - 20,00 \$ pour fermer;
 - 50,00 \$ pour l'utilisation du système de dégel de la conduite.
- B- Toute demande en dehors des heures ouvrables :
- fermeture et/ou ouverture d'entrée d'eau;
 - repérage de conduite;
 - autres demandes jugées non urgentes;
- seront au coût de 150,00 \$ pour un délai maximum de 3 heures.
- C- Le coût d'ouverture et/ou fermeture d'une valve de service, mentionné au paragraphe B, sera réduit lorsqu'il s'agira d'un cas d'urgence.
- D- Une situation d'urgence ou normale sera déterminée par le directeur des travaux publics ou son représentant. Cependant, le conseil se réserve le droit de prendre une décision finale si nécessaire.

ARTICLE 14 TARIFICATION DE LA MACHINERIE

Que le taux horaire de la machinerie utilisée et chargé pour l'exécution de travaux est établi à 40,00 \$/heure pour l'exercice 2021.

ARTICLE 15 INTÉRÊT

Un intérêt, au taux annuel de 15 %, soit 10 % pour des frais d'intérêt et 5 % pour des frais de pénalité, est chargé sur les comptes dus pour toute taxe ou compensation imposée au présent règlement, à compter de l'expiration du délai pendant lequel elle devait être payée. Dans le cas où des crédits doivent être remboursés par la Municipalité, la pénalité appliquée ne sera pas remboursée.

ARTICLE 16 FRAIS DE PERCEPTION

Tous les frais encourus pour la perception des comptes sont à la charge du propriétaire ou des propriétaires de l'immeuble. Advenant une transaction où le compte ne serait pas totalement payé, le montant dû sera à la charge du nouveau propriétaire.

Un montant pour les frais d'administration sera prélevé pour chaque retour de chèque. Ce montant sera équivalent aux frais de l'établissement financier.

ARTICLE 17 FRAIS JURIDIQUE

Toutes les sommes, frais ou honoraires professionnels encourus pour récupérer toute créance due à la Municipalité sont recouvrables du débiteur.



ARTICLE 18 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.